



Table des matières

- [Le RÉFIPS dans le cyberspace](#)
- [La formation en promotion de la santé: interrogations et enjeux](#)
- [Les Unités Communales de Santé \(UCS\)](#)
- [Publications et outils](#)
- [Le PRIMTAF en avant pour l'éducation en santé](#)
- [Calendrier](#)

Le RÉFIPS dans le cyberspace

Par Pauline Brassard et Denis L'Heureux

Les finalités du RÉFIPS font appel à la mise en branle d'un ensemble de moyens qui favorisent la communication entre les membres et les partenaires du réseau. Les nouvelles technologies de l'information revêtent à cet égard une importance capitale. Le cyberspace devient pour nous une opportunité à côté de laquelle nous ne saurions passer.

Dans un contexte d'ouverture à la mondialisation où le progrès des moyens de communication tend de plus en plus à favoriser la proximité des nations, le RÉFIPS se pose d'emblée comme un réseau de communication et de coopération dans le monde francophone. Les retards de courrier, les coûts élevés des interurbains, la diversité des fuseaux horaires et l'inégalité des ressources financières et matérielles des sections constituantes du RÉFIPS sont autant d'entraves à la poursuite de notre mission.

Devant ce constat, le développement d'un site Internet en promotion de la santé par le RÉFIPS est une priorité pour les années 1997 et 1998 afin de multiplier et de rendre plus accessibles les communications, les échanges d'informations, d'expériences et de connaissances. La spécificité «francophone» est encore trop fragile en promotion de la santé tout comme dans l'ensemble des communications internationales pour mettre en péril les quelques acquis, d'autant plus que nous avons la chance inespérée d'avoir obtenu du ministère de la Culture et des Communications du Québec une subvention de 107 552 \$ sur deux ans pour développer, stimuler, enrichir, multiplier et consolider nos échanges dans le cyberspace de la Francophonie.

Le RÉFIPS est actuellement un organisme reconnu, qui fonctionne et réalise des activités. À cet égard, nous pouvons dire qu'il atteint ses objectifs. Cependant, il devra aller plus loin et devenir plus performant dans ses actions pour continuer d'être reconnu ainsi. Le Réseau fonctionne actuellement avec grande modestie et tout projet à mettre en place demande des investissements humains et financiers de plus en plus considérables.

L'organisation de séminaires sur des sujets précis, des rencontres entre des pairs, la tenue de rencontres du conseil des correspondants et de l'exécutif, des rencontres de section, des recherches et études sont, entre autres, des activités qui pourront être concrétisées, sur le réseau Internet. Au fur et à mesure que les correspondants, les membres et les partenaires seront branchés, le RÉFIPS pourra décentraliser et multiplier ses interventions.

Concrètement, notre site Internet permettra une communication directe et permanente entre les membres, sans ou avec peu de frais, au départ, au moyen du clavier; par la suite avec le téléphone, puis, l'écran. Nous pourrions échanger toute l'information utile. Nous pourrions également consulter les membres du RÉFIPS sur des sujets d'intérêt commun, réaliser des synthèses et les retourner aux membres et, éventuellement, les diffuser plus largement.

Le RÉFIPS a confié à ClicNet le mandat d'étudier la façon dont Internet devra être exploité pour en faire un outil stratégique dans la réalisation de son mandat. Un ensemble d'utilisations du réseau a été déterminé et la façon de le mettre en œuvre sur Internet est présentement étudiée.

Les grandes fonctionnalités du réseau seront de:

- doter les membres et les correspondants du RÉFIPS d'un outil permanent et économique de communication, d'entraide, d'échange et de développement des connaissances et ce, à l'échelle mondiale;
- favoriser les échanges entre membres et le développement de groupes d'intérêts;
- créer des liens via Internet avec les autres organismes internationaux;
- faire la promotion du RÉFIPS à travers le réseau Internet.

Le centre de communication de notre site, dans lequel nous retrouverons le formulaire d'inscription des membres, la liste des milieux complémentaires et les partenaires du RÉFIPS, nous permettra de créer des liens entre les personnes et les organismes selon leurs champs d'intérêt. Ces données seront exclusivement réservées aux membres. Elles serviront également de base de données unique pour l'ensemble des communications du Réseau.

Cette base de données sera maintenue à jour par le Bureau de liaison (gestionnaire du site) et accessible aux membres par un code d'accès (numéro de membre) afin de s'assurer de la confidentialité de toutes les personnes membres du RÉFIPS, qui acceptent formellement que leur nom y figure, avec tous les détails désirés par les personnes. Par le code d'accès, les membres pourront consulter cette banque de ressources humaines qui pourraient être sollicitées pour des projets divers tels une recherche, une consultation, un forum, une publication, etc.

Nous tiendrons régulièrement des forums larges ou restreints selon les besoins. Nous tenterons, par ces forums, d'établir des consensus, des positions, des orientations, des recommandations, etc., sur un ensemble de sujets allant des définitions, en passant par les programmes d'actions et en se permettant des recommandations aux gouvernements et aux décideurs de la Francophonie. Ces forums permettront d'approfondir des questions comme celles de la confidentialité des données nominatives, les indicateurs de santé et de bien-être, les enquêtes sociales et de santé, les nouvelles avenues de promotion, de prévention, de protection et de surveillance, l'évaluation de la transformation des systèmes de santé et de services sociaux, les mots et expressions des glossaires, etc. Les forums pourront se tenir en groupes restreints auxquels l'accès sera contrôlé par un mot de passe, avec des personnes préalablement choisies et un meneur de jeu pour assurer la cohérence de la démarche.

Le site du RÉFIPS offrira l'accès à une banque très volumineuse d'informations qui pourra être questionnée par mot clef grâce à un moteur informatique puissant. Ce qui devrait faire le bonheur des acteurs de terrain, des étudiants, des chercheurs, des décideurs et des curieux. Cette banque pourra être rendue accessible à toute la communauté internationale à des conditions qu'il reste à préciser. Nous entretiendrons une relation privilégiée avec Santécom et tous les centres documentaires de la Francophonie pour que les passerelles facilitent l'accès à toutes les banques des partenaires du RÉFIPS.

Grâce au site, chacune des sections du RÉFIPS possédera SA PAGE WEB. Un responsable sera désigné pour chacune des sections pour y inscrire toute l'information jugée pertinente aux intérêts et enjeux internes de chaque section et également aux communications à promouvoir auprès de tous les interlocuteurs souhaités.

Notre site permettra également la publication d'un certain nombre de documents tels les actes de colloques, ateliers, séminaires, la revue Partage, les glossaires, les publications

scientifiques, les catalogues de publications et de revues.

Il est un autre secteur où le site du RÉFIPS jouera un rôle capital, celui de la formation à distance. En juin, nous tiendrons un atelier de travail sur la planification de la formation en promotion de la santé. Ce sera une occasion en or de réfléchir et de proposer des projets concrets pour l'utilisation de l'outil qu'est le site dans sa globalité pour offrir et réaliser rapidement des activités de formation. Éventuellement, une reconnaissance académique pourrait être attachée à des formations spécifiques.

La structure de gestion du site sera établie de façon à ce qu'il soit facile de s'y retrouver et d'y participer. En effet, un tel outil ne règle rien en soi, mais il peut faire énormément pour les personnes et les organisations si l'animation est bien faite, si la mise à jour est réalisée régulièrement, si les nouveautés sont annoncées correctement, si les calendriers de réunions, rencontres, formations, séminaires, etc. sont bien établis.

Finalement, nous porterons une attention toute particulière à nos collègues, partenaires et amis du Sud. Nous savons que les membres du RÉFIPS de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient et des Antilles n'ont pas encore accès facilement à ces nouvelles technologies. Nous aurons recours ensemble, membres du Sud et membres du Nord, à tous les moyens qui sont à notre portée pour en accélérer l'accès par des liens que nous intensifions avec des partenaires autant dans l'installation d'équipement que dans la formation pouvant être accessible dans toutes les sections.

La formation en promotion de la santé: interrogations et enjeux

Par Dr Omar BRIXI, CFES

Aborder la promotion de la santé en termes de formation relève d'une réalité, d'une illusion ou d'une nécessité?

La formation en promotion de la santé: quelles réalités?

La réponse à cette question passe par un inventaire systématique des pratiques. Diverses initiatives, celle du RÉFIPS en particulier, ont été engagées ou sont en cours dans la sphère francophone.

Il importe que l'atelier de Montréal soit un moment de mise en commun ou tout au moins une opportunité de visibilité. Une des premières difficultés à laquelle nous avons été confronté soit pour répondre à des sollicitations d'état des lieux soit pour en avoir une idée à notre niveau, réside dans les entendus (et malentendus) des uns et des autres sur le contenu même de l'intitulé de la promotion de la santé.

Tous ceux et celles qui s'intéressent ou se réclament de la promotion de la santé ont cette expérience.

Certes, la charte d'Ottawa reste le référent ultime mais le retour aux sources ne rend pas forcément l'eau limpide.

S'entendre sur le sens des mots

«La promotion de la santé est un processus... cette démarche... il s'agit d'un concept...»

Si l'on ajoute à ces extraits de la définition proposée par la charte d'Ottawa les conditions préalables la paix, un abri, de la nourriture et un revenu, il y a de quoi rester pour le moins songeur!

«Élaborer une politique publique saine, créer des milieux favorables, renforcer l'action

commune, acquérir des aptitudes individuelles, réorienter les services de santé...» Sont déclinés comme les composantes d'une intervention ou promotion de la santé.

Face aux avancés en matière d'analyse et de compréhension des déterminants de la santé, ces contenus apparaissent, à la fois nécessaires, légitimes et cohérents.

Or, le réel du quotidien et de cette fin de siècle montre à quel point des millions sinon des milliards de personnes sur cette terre sont loin d'accéder à de telles conditions à la base de la santé.

Ce même réel, montre à quel point les réponses en termes de politiques et de services sont le plus souvent disparates, incohérentes et surtout encore concentrées sur la réparation.

Ce rappel, dont le lecteur averti nous excusera, nous amène à pointer deux aspects:

1. La promotion de la santé est définie à la fois comme un concept, une démarche, un processus, une politique, des mesures...

C'est là autant de termes qui ne recouvrent ni les mêmes plans ni les mêmes contenus.

Nous comprenons de la charte d'Ottawa que la promotion de la santé est plus une conception, une vision multidimensionnelle de la santé tant au niveau des déterminants que dans la nature et la multiplicité des réponses qu'elle met en avant. Elle prolonge ainsi les courants les plus ouverts qui ont forgés, au cours du temps, le mouvement dit de santé publique dans toutes ses variantes dont la santé communautaire.

2. Dans un même temps et face à cette vision multidimensionnelle, on observe des tendances très nettes à l'interprétation unidimensionnelle.

Les unes focalisant sur l'individu, style de vie et comportements, les autres sur l'environnement et les conditions de vie.

Rares sont les courants de pensée qui établissent clairement les relations entre les conditions de vie et les styles de vie.

Aussi, quand l'atelier de planification stratégique des activités de formation du RÉFIPS programmé en juin prochain met en avant l'objectif de rallier les participants autour d'une définition commune de la promotion de la santé, cela nous paraît pertinent.

Si par ailleurs, l'analyse des besoins de formation est une étape préalable utile, on ne peut néanmoins former sans être au clair quant au contenu de formation.

Pour former, être au clair avec l'objet de formation

Si la promotion de la santé est plus une vision, une conception et non une discipline, à quel corpus théorique et méthodologique se référer?

Dans la plupart des formations qui nous sont familières, ce contenu se révèle de fait une juxtaposition de différentes disciplines.

Le résultat correspond, dans le meilleur des cas, à une culture pluridisciplinaire qui contribue à donner cette vision sans toutefois permettre l'acquisition de compétences suffisantes et surtout reconnues à la fois par les publics concernés, les autres professionnels, les décideurs et le marché du travail.

À moins d'avancer dans des contenus transdisciplinaires qui supposent un travail sur les articulations et de nouvelles compétences de polyvalence (esprit et méthode d'analyse, de synthèse, de négociation, d'animation...) que les sciences des organisations abordent déjà notamment dans le monde des entreprises.

Les Unités Communales de Santé (UCS)

Par Émilie Damier MPH, FDF

Correspondante RÉFIPS pour les Antilles et la Guyane.

L'Unité Communale de Santé (UCS) est un système décentralisé de santé, conçu comme un élément stratégique de la politique du ministère de Santé publique et de la Population (MSPP) de la République d'Haïti, dans le but de coordonner les actions de tous les intervenants, en vue d'obtenir, avec la participation de la population concernée, la fourniture optimale, d'un ensemble de services, dans une aire géographique donnée.

La création des UCS rentre dans les prescrits de la Constitution de 1987 qui préconise la décentralisation, tout en tenant compte des réalités pratiques du milieu et des ressources disponibles.

Le triangle des intérêts

Dans le concept des UCS, les intérêts de 3 acteurs différents sont en jeu: la population, l'état et les prestataires de soins (publics ou privés).

Ces acteurs ont le même objectif à savoir: l'amélioration de la santé des personnes formant la communauté. Néanmoins, les intérêts peuvent ne pas être identiques et parfois même ils sont conflictuels. Il en ressort que dans une UCS, chacune de ces entités doit préserver son indépendance et ses prérogatives tout en étant interdépendante. Les décisions doivent donc être prises sur une base de concertation et de respect mutuel.

Le processus d'implantation

Le ministère de la Santé publique et de la Population a décidé d'adopter une approche dynamique, qui reconnaît que chaque point du pays fera partie d'une UCS qui serait délimitée sur une base géographique et démographique selon un classement basé sur une échelle de maturité allant de 0 (tout est à faire) à 5 (toutes les conditions sont remplies). Le MSPP tiendra aussi compte d'autres critères pour des priorités d'investissement.

La gestion des UCS

L'entité de gestion va dépendre du degré de maturité de l'UCS; des contrats de services peuvent être signés avec des entités qualifiées (publiques ou non-gouvernementales) pour fournir des services nécessaires au bon fonctionnement de l'UCS. Ces contrats de services seraient supervisés par les cadres des Directions départementales chargés des dossiers UCS. Cependant, la structure formelle de gestion n'est pas encore tout à fait définie; on parle encore de Conseil d'administration ou de Bureau de gestion; ce qui est constant, c'est la participation de la communauté.

Situation actuelle

An mois de décembre dernier, un atelier de consensus sur les UCS a été organisé par la Direction de Coordination et de Coopération externe du MSPP, avec le financement du Projet Haïti Santé 2004 et la Banque mondiale.

À cette phase, il est nécessaire de développer un consensus autour des principales composantes de l'UCS à savoir:

- Paquet minimum de services
- Population délimitée
- Partenariat communauté/secteur public/secteur privé, et la mise en réseau des institutions

Au cours de cet atelier, le consensus a été fait autour des points suivants:

- nécessité de concilier quantité et qualité dans la fourniture du paquet des services
- importance de définir des objectifs clairs dans une limite de temps donné
- nécessité d'équilibrer les ressources pour une mise à niveau progressive des institutions
- présentation d'un budget collectif des UCS tout en maintenant une gestion financière indépendante

Les participants à cet atelier du mois de décembre sont arrivés à la conclusion que la réussite d'une UCS passe par un certain nombre de prérequis dont un cadre de référence clair du MSPP avec des normes techniques et des éléments d'un paquet minimum de services et de gestion.

Ainsi, un chronogramme d'activités a été établi pour les mois à venir dans le but de:

- finaliser le document officiel du MSPP sur le cadre de référence,
- finaliser le découpage national,
- identifier les ressources et d'obtenir l'engagement formel des bailleurs de fonds.

Au cours de cet atelier, le C (Communal) dans le sigle de l'UCS a été remplacé par un C (Communautaire), ceci pour mieux mettre en évidence les mécanismes de promotion et d'évaluation de la participation communautaire.

D'autres ateliers sont prévus d'ici mai et juin 1997, dates prévues pour le lancement officiel et l'enclenchement du processus aux niveaux local, départemental et national.

Publications et outils

Priorités nationales de santé : 1997-2002

Ministère de la Santé et des services sociaux du Québec
 Direction des communications
 1075, Chemin Ste-Foy, 16e étage
 Québec (Québec), Canada G1S 2M1
 Téléc. (418) 644-4574

Histoire de la santé au Québec

François Guérard
 Montréal Les éditions du Boréal. 1996 122 p.
 Prix: Canada 10\$

«Faut-il des objectifs en promotion de la santé?»

par Vincent Lorant, École de Santé Publique UCL
 Article paru dans le numéro 116 d'avril 1997 de
 la revue Éducation Santé, rue de la Loi 121,
 1040 Bruxelles
 Tél. 02/237.48.53, téléc. 02/237.33.10
 E-Mail: jeanbenoit.dufour@ping.be

Derrière les apparences - santé et conditions de vie des femmes

Louise Guyon
 Les publications du Québec
 C.P.1005 Québec (Québec), Canada G1K 7B5
 Tél. (418) 643-5150, téléc. (418) 643.6177
 Internet: <http://doc.gouv.qc.ca/>

Ressource en santé

Répertoire d'organismes producteurs d'informations sur la santé et ses déterminants 1995
 Centre français de documentation en santé publique et Aramis
 2, rue Auguste Comte, 92170 Vanves, France
 Tél. 01 41 33 33 69, téléc. 01 41 33 33 90

La promotion de la santé un concept à partager

«... La publication de la revue, Partage du RÉFIPS me fait prendre conscience que la promotion de la santé, en passant par la solidarité dans l'action communautaire, ne relève pas d'une utopie. Je constate, par les articles publiés, que c'est une réalité vécue et partagée par des gens qui y croient, qui ont une volonté de changement à travers des actions quotidiennes sur lesquelles ils peuvent exercer un contrôle et un changement des conditions de vie vers un mieux être et tout ça par des gestes concrets, dans le quotidien, sur une petite échelle mais regroupés dans le but de transformer les conditions sociaux-économiques des plus démunis de la planète...» - Diane Lacombe

Le PRIMTAF en avant pour l'éducation en santé

«Regarde la mer: là où il y a des vagues se trouve la sortie»

(même s'il y a des obstacles, il faut aller là où se trouve la solution) - Proverbe comorien

Par Fatuma Toillal

Adjointe administrative aux Comores

Correspondante RÉFIPS-section

Afrique Australe et Océan Indien

Un projet qui fait des vagues ...

Le Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone, amélioration pour l'état sanitaire des femmes rurales aux Îles Comores (PRIMTAF/volet collégial) a pour finalité d'améliorer la santé des femmes défavorisées en milieu rural par le développement de capacités de formation des ressources humaines des deux organisations comoriennes: le Croissant Rouge comorien et le Réseau National Femmes et Développement.

Le Projet s'est donc déroulé en partenariat avec les deux organismes comorien et canadien. Le gouvernement comorien qui a toujours facilité la réalisation des stages de formation en collaboration avec le Collège Édouard-Montpetit.

La clé du projet: la formation

Les formations ont porté sur les thèmes majeurs de l'éducation en santé de base: La santé de la mère et de l'enfant, la nutrition, l'hygiène du milieu, les MTS/SIDA et les premiers soins.

Les maîtres-formateurs ont reçu de la formation dans les techniques de communication, dans la formation des adultes et dans l'évaluation de plans de cours. Leur formation a été réalisée par des ressources comoriennes. La formation des Agents de santé communautaires, quant à elle, a été entièrement réalisée par les ressources locales formées par le projet.

Les organismes comoriens et quelques centres et postes de santé disposent actuellement de 26 maîtres-formateurs formés par le projet et 70 agents de santé communautaire.

Ces ressources humaines sont réparties sur les trois îles composant les Îles Comores: Anjouan, Grande Comore et Mohéli.

Une vole vers l'avenir

Les retombées du projet seront importantes dans la mesure où la politique sanitaire

comorienne privilégie la santé préventive et la participation des communautés dans la gestion de leur santé et ce, par le biais de nouvelles technologies adaptées aux besoins de chaque communautés.

En plus d'avoir développé des ressources de formation et de sensibilisation en santé communautaire, le projet PRIMTAF a incité une collaboration entre les ONG et les institutions gouvernementales dont le milieu d'intervention est l'éducation pour la Santé. De plus, cela a engendré une crédibilité de ces associations et de ces organisations au sein même du gouvernement et des organismes internationaux.

Toutes ces ressources humaines formées et équipées constituent une opportunité pour la mise en route d'un programme élargi d'éducation pour la santé aux Comores.

Ainsi, on peut s'assurer que nos partenaires ont acquis les compétences nécessaires à la formation des agents de santé communautaires et qu'ils peuvent la perpétuer.

Calendrier

Du 12 au 16 mai 1997

Trois-Rivières (Québec), Canada
65e Congrès de l'ACFAS

Pour information:

Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
425, rue de la Gauchetière Est
Montréal (Québec), Canada H2L 2M7
Tél. (514) 849-0045, téléc. (514) 849-5558
Internet: congrès@acfas.ca

Du 2 au 27 juin

Montréal (Québec), Canada
3e école d'été en gestion, santé publique et environnement
Pour information: Benoît Gaumer
Unité de formation continue. Secteur de la santé publique
Université de Montréal C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal, Qc H3C 3J7
Tél. (514) 343-7937, téléc. (514) 343-2448

Du 9 au 13 juin 1997

Québec, Canada
Formation internationale francophone: Promotion de la sécurité et prévention de traumatismes, concepts, approches et méthodes.
Pour information: René Gagnon et Jocelyne Bellerive
Faculté de médecine, local 1214
Pavillon Ferdinand-Vandry, Université Laval
Québec (Québec), Canada G1X 7P4
Tél. (418) 656-5958, téléc. (418) 656-2465
E-Mail: fmc@fmc.ulaval.ca
Internet: <http://www.fmc.ulaval.ca>

Les 16-17-18 juin 1997

St-Marc-sur-le Richelieu (Québec), Canada
2e séminaire international du Réseau francophone international de prévention des traumatismes et des accidents.
Pour inscription et information: Madame Céline Farley
Régie nationale Santé et Services sociaux de la Montérégie
Direction de la Santé publique
5245, boul. Cousineau, bureau 3 000
Saint-Hubert (Québec), Canada J3Y 6J8
Tél. (514) 928-6777 poste 5577, téléc. (514) 928-6781

Les 18-19-20 juin 1997

Montréal (Québec), Canada

«Connaitre et surveiller pour agir» sur la santé des populations.
Pour information: Denis L'Heureux,
Direction de l'analyse de la Santé et du Bien-être
1075, Ch. Ste-Foy, 2e étage
Québec (Québec), Canada G1S 2M1
Tél. (418) 643-7656, téléc. (418) 528-2651
E-Mail: denis.lheureux@msss.gouv.qc.ca

28 juin 1997

Montréal (Québec), Canada
Symposium satellite du réseau "La santé du coeur on francophonie"
du RÉFIPS réalisé dans le cadre de la 4e conférence
internationale de cardiologie préventive.
Pour information et inscription: Gilles Paradis
Direction de la Santé Publique, Régie régionale de la Santé
publique et des Services sociaux de Montréal-Centre
4835, Avenue Christophe-Colomb
Montréal (Québec), Canada H2J 3G8
Tél. (514) 528-2400, poste 3446, téléc. (514) 528-2512

Du 29 juin au 3 juillet 1997

Montréal (Québec), Canada
«4e conférence internationale de cardiologie préventive»
Pour information:
1223, rue Stanley, bureau 211
Montréal (Québec), Canada H3B 2S7
Tél. (514) 878-2530, téléc. (514) 878-2532

4 juillet 1997

Québec (Québec), Canada
Symposium satellite du Réseau "La santé du coeur en francophonie"
du RÉFIPS réalisé dans le cadre de la 4e conférence
internationale de cardiologie préventive.
Pour information et inscription: Michel Beauchemin
Centre de Santé publique, de Québec
Direction de la Santé publique
Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Québec
2400, D'Estimauville
Beauport (Québec), Canada G1E 7G9
Tél. (418) 666-7000, poste 297, téléc. (418) 666-2776

Du 15 juillet au 22 août 1997

Bruxelles, Belgique
Cours intensif en épidémiologie, statistiques et informatique
appliquées
Pour information:
École de santé publique, Université Libre de Bruxelles
Route de Lennik 808 CP597, 1070 Bruxelles, Belgique
Tél. 02/555.40.80, téléc. 02/555.40.49

Du 10 au 14 août 1997

Sherbrooke (Québec), Canada
Session intensive de formation on gestion d'associations
à l'Université de Sherbrooke
Pour information:
CFPA
tél. (514) 493-8889, téléc. (514) 493-7771
E-mail: cfpa@symptico.ca